

Agree par arrêté du 25/08/09  
Jo du 2/10/09

Avenant n°2009-03 du 03 avril 2009



## CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU 31 OCTOBRE 1951

### **AVENANT N°2009-03 DU 03 AVRIL 2009 relatif à l'intégration d'un salaire minimum conventionnel dans la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951**

#### **ENTRE :**

- LA FEDERATION DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS  
ET D'AIDE A LA PERSONNE PRIVES NON LUCRATIFS  
179, rue de Lourmel - 75015 PARIS

**d'une part,**

#### **ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUIVANTES :**

- FEDERATION FRANÇAISE DE LA SANTE  
ET DE L'ACTION SOCIALE "C.F.E. - C.G.C."  
39, rue Victor-Massé - 75009 PARIS
- FEDERATION DE LA SANTE ET DE L'ACTION  
SOCIALE "C.G.T."  
Case 538 - 93515 MONTREUIL CEDEX
- FEDERATION DES SERVICES PUBLICS  
ET DE SANTE "CGT-F.O."  
153-155, rue de Rome - 75017 PARIS
- FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS  
DE SERVICES DE SANTE ET SERVICES SOCIAUX "C.F.D.T."  
47/49, avenue Simon Bolivar - 75019 PARIS
- FEDERATION SANTE  
ET SOCIAUX "C.F.T.C."  
10, rue Leibniz - 75018 PARIS

**d'autre part.**

#### **Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

##### **Article 1<sup>er</sup> :**

Il est créé un nouvel article 08.02 intitulé « salaire minimum conventionnel ».

« Un salaire minimum conventionnel est garanti à l'ensemble des personnels relevant de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951. Ce salaire minimum conventionnel est déterminé en prenant en considération l'ensemble des éléments de rémunération perçus par le salarié en contrepartie ou à l'occasion du travail au sens des dispositions légales et jurisprudentielles.

Le salaire minimum conventionnel déterminé comme indiqué ci-dessus ne peut être inférieur au SMIC étant précisé que la prime d'ancienneté n'est pas prise en compte dans cette appréciation.

La détermination de ce salaire minimum conventionnel ainsi que son incidence sur les différents éléments de rémunération sont précisées en annexe au présent avenant. »

1

RG

CR

L'annexe visée à l'article 08.02 est intégrée dans la partie recueil de texte de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951 dans les termes suivants :

### **DETERMINATION DU SALAIRE MINIMUM CONVENTIONNEL ET INCIDENCES DE CE SALAIRE SUR LES DIFFERENTS ELEMENTS DE REMUNERATION**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, conformément à l'article 08.02 de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951 les éléments de rémunération du salaire minimum conventionnel dont il convient de tenir compte dans le comparatif avec le SMIC sont les suivants :

- coefficient de référence (article 08.01.1)
- compléments de rémunération (métier, diplôme, encadrement) (article 08.01.1)
- avantages en nature
- indemnité différentielle (Avenant relatif à la rénovation)(article 9 de l'avenant 2002-02 du 25 mars 2002 portant rénovation de la CCN51)
- indemnité différentielle de remplacement (article 08.03.2)
- points ou indemnités supplémentaires dès lors que leur attribution n'est pas liée à des sujétions (article 08.03.1)
- prime de vie chère (Accords collectifs « vie chère » Guadeloupe – Martinique - Guyane)
- valeur du point majorée de 20% à l'île de la Réunion (accord SAPRESS)
- Indemnité compensatrice de jour férié acquise en cas de jour férié ayant coïncidé avec un jour de travail (article 11.01)

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, conformément à l'article 08.02 de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951 les éléments de rémunération du salaire minimum conventionnel dont il n'y a pas lieu de tenir compte dans le comparatif avec le SMIC sont les suivants :

- indemnités pour travail de nuit, dimanches et jours fériés (articles A3.2 et A3.3)
- primes d'internat (5% et 3%) et prime pour contraintes conventionnelles particulières (articles A3.4.2 et A3.4.3)
- Prime décentralisée
- Remboursements de frais
- Heures supplémentaires, heures complémentaires, gardes et astreintes
- Indemnité de carrière (article 8 de l'avenant 2002-02 du 25 mars 2002 portant rénovation de la CCN51)
- Points ou indemnités supplémentaires dès lors que leur attribution est liée à des sujétions (article 08.03.1)
- Ancienneté (article 08.01.1)
- Indemnité compensatrice de jour férié acquise en cas de jour férié ayant coïncidé avec un jour de repos (article 11.01)
- Primes fonctionnelles (article 08.01.1)

L'indemnité permettant d'assurer aux salariés le salaire minimum conventionnel visé ci-dessus entre dans l'assiette de calcul des heures supplémentaires, des astreintes, des heures complémentaires et de la prime décentralisée.

#### **Article 2 :**

A l'article 08.01.1, au deuxième tiret, après l'alinéa relatif au coefficient de base conventionnel, il est inséré un tiret supplémentaire rédigé comme suit :

« - Les éléments ci-dessus peuvent éventuellement être complétés par l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02. »

A ce même article, les autres tirets sont dénumérotés en conséquence et le nouveau cinquième tiret est rédigé comme suit :

CR  RC

1



« A ce salaire de base majoré éventuellement de l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02, est appliquée une prime d'ancienneté de 1% par année de services effectifs dans la limite de 30%. »

### Article 3 :

Les anciens articles 08.02, 08.02.1, 08.02.1.1, 08.02.1.1.1, 08.02.1.1.2, 08.02.1.2, 08.02.2, 08.03, 08.03.1, 08.03.2, 08.03.3 et 08.04 deviennent respectivement les articles 08.03, 08.03.1, 08.03.1.1, 08.03.1.1.1, 08.03.1.1.2, 08.03.1.2, 08.03.2, 08.04, 08.04.1, 08.04.2, 08.04.3 et 08.05.

### Article 4 :

Aux articles A3.4.2.1, A3.4.2.2 et A3.3.4.3, après les termes « salaire de base » sont ajoutés les termes « éventuellement complété par l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02, ».

### Article 5 :

La date d'application du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Il est expressément convenu que l'entrée en vigueur du présent avenant est suspendue à l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions prévues par l'article L 314-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité du statut collectif notamment pour les entreprises gestionnaires d'établissements relevant, pour certains du secteur social et médico-social et pour d'autres du secteur sanitaire, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective du 31 octobre 1951 indépendamment du secteur d'activité concerné.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre qu'un même accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même convention collective de manière différée ou décalée dans le temps voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

L'obtention de l'agrément est donc une condition substantielle de son entrée en vigueur pour toutes les entreprises et établissements appliquant la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951.

Fait à Paris, le 03 avril 2009

Fédération des Etablissements  
Hospitaliers et d'Aide à la Personne Privés  
non lucratifs  
Le Directeur Général

La Fédération Française de la Santé et de  
l'Action Sociale « CFE-CGC ».

La Fédération de la Santé et de  
l'Action sociale « CGT »

La Fédération des Services  
Publics et de Santé « CGT-FO »  
ROCHARD Catherine

AC

La Fédération Nationale  
Des Syndicats de Services  
De Santé et Services  
Sociaux « CFDT ».



La Fédération Santé et Sociaux « CFTC »

